

## **Contre le créationnisme en économie**

**Jean-Marie Harribey**

*Le Progrès social, n° 44, 14 mai 2016*

En pleine bataille contre la loi « travail » monte une pression en faveur du revenu de base dont la conceptualisation accumule les erreurs.

On entend que le travail serait différent de l'emploi. C'est réduire l'emploi à l'emploi salarié. Si celui-ci est largement majoritaire, il comprend les 25 % de salariés du secteur non marchand ; et les travailleurs indépendants représentant 9 % de la population active occupent une autre forme juridique d'emploi.

Il faudrait remplacer le travail et l'emploi par l'activité. Or, ce dernier concept est né dans les années 1980-90 à l'OCDE et dans les rapports Boissonnat et Minc qui échafaudaient le recul des droits des salariés que le néolibéralisme amorçait et que l'ubérisation parachèverait. De plus, ou bien cette « activité » se fait dans le cadre du travail-emploi indépendant ci-dessus et est validée par le marché, ou bien elle se déroule dans un cadre collectif et elle est politiquement validée. Si elle se faisait sans validation sociale, « inconditionnellement », elle ne créerait aucune valeur économique, donc aucun revenu.

Pour les uns, le revenu de base ne serait pas un revenu de transfert mais un revenu primaire, engendré par l'activité libre ou bien par la connaissance détachée de tout travail, voire par les marchés financiers. Pour d'autres, en pleine confusion, il serait un nouveau pilier de la protection sociale, tout en étant un revenu primaire. Certains avancent même qu'il serait une part de l'héritage de l'humanité, mais aucun revenu n'est puisé sur un stock, tous sont des flux courants.

Droite et gauche favorables au revenu de base divergeraient par le fait que l'une remplacerait toute la protection sociale par quelques centaines d'euros par mois et que l'autre les ajouterait à la protection actuelle. Dans un cas, ce serait la misère pour tous les retraités et la santé réservée aux souscripteurs d'assurances privées. Dans l'autre, on doublerait presque les 700 milliards d'euros de transferts sociaux annuels en France et le total égalerait le revenu disponible des ménages.

Face au chômage, on ne pourrait qu'en prendre son parti ou invoquer la croissance forte, ou flexibiliser et précariser le travail, ou instaurer le revenu de base. La réduction du temps de travail associée à celle des inégalités est alors oubliée pour postuler la fin du travail avec la robotisation. Le travail disparaissant, y aurait-il génération spontanée de revenus ?

Le droit à la paresse serait sacré. Certes, mais quand je paresse ou quand je partage du lien social dans mon quartier, je n'engendre aucune valeur. Croire qu'une simple valeur d'usage équivaut à une valeur économique, c'est adhérer à la théorie de la valeur néoclassique. Cette idée à l'appui du revenu de base est à l'économie ce que le créationnisme est à la théorie de l'évolution.

Le miracle viendrait d'une distribution directe de billets aux citoyens, lâchés par la banque centrale depuis un hélicoptère, au lieu d'une politique monétaire au profit des banques. Quel serait le système productif à même de répondre à cet afflux de demande ? Mystère, car est ignorée la nécessité d'anticiper monétairement l'investissement productif.

Derrière toutes ces apories figurent deux impensés de l'idéologie dominante et aussi hélas des bonnes consciences de gauche : la monnaie est le vecteur de la validation sociale du travail, seule source de la valeur au sens économique. Au plan de la société dans son ensemble, travail et revenu sont indissociables. C'est pour cela qu'il faut les partager.